

Novartis ou les contrastes du capitalisme

Autor(en): **Jaggi, Yvette**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(2011)**

Heft 1930

PDF erstellt am: **26.06.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1025829>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

+ 70 Fr. par an

Chacun fera ses comptes et réagira plus ou moins vigoureusement selon ses intérêts personnels et son idéologie. Ce modèle de

financement est déjà contesté par l'initiative⁸ de l'Association Transport Environnement. Forte de ses 140'000 signatures, elle réclame une participation plus

importante des usagers de la route. Le débat sera vif au Parlement qui montrera, à cette occasion, quelles sont véritablement ses nouvelles couleurs.

Novartis ou les contrastes du capitalisme

Yvette Jaggi • 31 octobre 2011 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/18844>

Entre emplois, bénéfices, dividendes, investissements et localisation, la mondialisation s'invite à Prangins, à Bâle, à Zoug et ailleurs, pas toujours pour le pire

Mardi dernier 25 octobre au petit matin, le groupe Novartis annonçait dans le même souffle 2,2 milliards de francs de bénéfices au troisième trimestre 2011 et la suppression «*dans les années à venir*» en Suisse d'environ 1'100 emplois à plein temps, dont 760 à Bâle et 320 à Nyon. On comprend la consternation et l'émoi suscités par cette annonce⁵ brutale, même assortie de l'intention de «*lancer la procédure consultative requise dans les deux villes concernées à la suite de laquelle les décisions finales seront prises*».

Sans attendre, les organisations du personnel, Unia en tête, ont logiquement manifesté leur total désaccord avec les mesures envisagées, tandis que les autorités bâloises et vaudoises ont fait savoir leur profonde inquiétude. Dans l'indignation bien compréhensible du

moment, certains éléments du dossier ont passé inaperçus qui méritent rappel. Car rien n'est simple, ainsi que le constatait Sempé dès son premier album paru il y a près de quarante ans.

Considéré par les salariés comme exagérément privilégié, l'actionnariat de Novartis a une structure qui met en évidence l'imbrication des intérêts. A la fin de l'an dernier, Novartis comptait 160'000 actionnaires inscrits au registre, représentant ensemble 75% des actions émises. Les actionnaires individuels détenaient 13% des actions enregistrées, le reste, soit 87%, étant en mains d'investisseurs institutionnels, de représentants et de fiduciaires. En clair, la plupart des caisses de pension ont des actions Novartis dans leur portefeuille de titres suisses. Hormis les 159,4 millions d'actions propres, toutes les actions donnent droit à un dividende dont le montant a continuellement augmenté d'une année à l'autre depuis 1997. Pour l'exercice 2010, il s'est élevé à 2.20 francs par action, contre 1.15 pour 2005, soit une augmentation de 91%.

Dans le même temps, le cours de l'action à la bourse suisse a diminué d'environ 70 à 50 francs, soit une réduction de 29%. Les montants distribués à titre de dividendes ont représenté 55% des résultats nets de l'exercice 2010.

Appelées «*ajustements structurels*» en jargon managérial, les 1'100 suppressions d'emplois envisagées concerneront non seulement les domaines de la production et de l'administration, mais aussi ceux de la recherche et du développement qui perdront 270 collaborateurs au profit de laboratoires principalement sis à Boston (USA). C'est le choc à Bâle où l'on vit comme une douloureuse première cette délocalisation de personnel scientifique. Voici brisée une tradition bien établie dans l'industrie pharmaceutique bâloise, celle d'une division internationale du travail voulant que les cerveaux soient regroupés en Suisse tandis que les petites mains travaillent dans les pays à bas niveau de salaires et de vie.

Dans l'avion qui l'emmenait à

Shanghai mardi dernier, le socialiste Christoph Brutschin, conseiller d'Etat de Bâle-Ville en charge de l'économie, du social et de l'environnement, a eu tout loisir de méditer sur le communiqué dont il avait pris connaissance avant son départ, par un appel personnel du directeur de Novartis Suisse. On imagine que, depuis plusieurs jours, le représentant du gouvernement bâlois observe non seulement avec intérêt mais aussi une certaine inquiétude les développements de la métropole chinoise, désormais concurrente de taille pour le siège de la pharmacie helvétique.

Novartis assure «*conserver son attachement à la Suisse*» où le groupe emploie

environ 12'500 collaborateurs, dont une proportion inconnue au bénéfice d'une convention collective, sur treize sites différents. De fait, il poursuit ses investissements dans notre pays, sur son gigantesque Campus Vision 2030 à Bâle (10'000 places de travail) comme sur les sites de Schaffhouse et de Stein AG ainsi que de Rotkreuz ZG où seront regroupés 400 emplois venus de Berne et de deux autres sites dans le canton de Zoug où, simple coïncidence à motivation fiscale, réside Daniel Vasella, président de Novartis. La construction d'un nouveau centre de formation également en terre zougoise dépend d'un vote populaire prévu pour le 27 novembre et d'éventuels recours.

Le franc fort défavorise

évidemment moins les investissements en Suisse qu'il ne contrarie les ventes à l'étranger. La désindustrialisation de notre pays, où le secteur secondaire représente encore tout juste 23% des entreprises et 30% de la main-d'œuvre et une part importante des exportations, se poursuit comme chez nos voisins. Quant aux activités de services, en particulier celles du tertiaire financier, elles se caractérisent par une croissance générale et continue, mais fort différenciée d'une branche à l'autre. Le cas de Novartis, qui se dit entreprise citoyenne ⁶, mérite réflexion au-delà des événements en cours, significatifs des imbrications d'un capitalisme décidément difficile à surmonter.

Trop d'épargne tue la croissance

Lucien Erard • 30 octobre 2011 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/18825>

Moins épargner, consommer et investir davantage: les défis de la décennie

Politiques de relance et déficits budgétaires ont permis aux Etats-Unis et à de nombreux pays européens d'assurer la croissance de l'économie mondiale et le maintien d'un niveau d'emploi acceptable. Durant des décennies, ces politiques sont parvenues à compenser l'excédent d'épargne des entreprises, des particuliers, des fonds de pension et des Etats à balance des paiements excédentaire – Chine, pays du

Golfe notamment, mais également la Suisse et ses quelque 800 milliards de francs du 2ème pilier ainsi que sa balance positive en quasi permanence.

La confiance dans la solidité du dollar et de l'euro et dans la solvabilité des économies occidentales a brutalement été remise en question après la crise de 2008, comme si l'on avait tout à coup découvert le niveau d'endettement de certains pays et ses risques pour les créanciers et surtout les banques. Dans un système financier international devenu

totallement opaque, proche des jeux de casino, cette perte de confiance a suffi à priver de fonds les pays les plus endettés et surtout les banques qui les financent.

Comment réorienter ces capitaux vers des investissements productifs? Comment les Etats peuvent-ils continuer d'investir s'ils n'arrivent plus à emprunter? L'Europe se mobilise certes en garantissant les emprunts de ses membres les plus endettés pour rassurer les créanciers et, comme les Etats-Unis, en faisant fonctionner la planche